Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

156-157 | 2019

Dettes de sexe ?

En Algérie, on se lève pour la dignité

Mohamed Mebtoul

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7986>

DOI : 10.4000/jda.7986

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2019

Pagination : 13-18

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Mohamed Mebtoul, « En Algérie, on se lève pour la dignité », *Journal des anthropologues* [En ligne], 156-157 | 2019, mis en ligne le 15 mai 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7986> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7986>

EN ALGERIE, ON SE LÈVE POUR LA DIGNITÉ

Mohamed MEBTOUL*

Il y a indéniablement de la beauté dans ce mouvement social impressionnant, puissant, sans aucune violence, serein et joyeux, se donnant rendez-vous, par la médiation des réseaux sociaux, le vendredi à 14h dans toutes les villes d'Algérie. Ici le pragmatisme temporel a primé sur le religieux. Il a permis à un nombre de personnes ne travaillant pas ce jour-là, de sortir dans la rue. Des milliers de personnes ont bravé la peur. Ils ont marché dans le calme. Ils ont arpenté fièrement les artères de leur ville. Ils se sont réappropriés à l'insu du pouvoir et de ses « experts », l'espace public qui était, ne l'oublions pas, interdit de toute manifestation depuis 2011, notamment à Alger.

Une gifle politique cinglante pour le Premier ministre algérien qui, du haut de son perchoir, annonçait avec son arrogance coutumière, à quelques jours des manifestations, que le pouvoir « maîtrisait la rue », avec ses 220 000 policiers. La réponse ne s'est pas fait attendre. Les jeunes, les familles accompagnées de leurs enfants, des fonctionnaires, des artistes, des universitaires, des chômeurs, chantaient de façon vaillante et libre leur refus unanime et fort de la reproduction à l'identique du système politique. Les pratiques des manifestants, opèrent une merveilleuse liaison entre un

* Membre du comité scientifique du *Journal des anthropologues*.
Courriel : mebtoul@netcourrier.com

patriotisme sincère, une liberté joyeuse, un bonheur retrouvé et la dignité des personnes. Les fleurs à la main distribuées aux policiers, les youyous stridents des femmes, qui fusaient du haut des balcons des immeubles, jetant des bouteilles d'eau aux manifestants. Des drapeaux partout, impressionnants par leur immensité, que les gens mettaient autour de leur corps. La prévention face aux bombes lacrymogènes, munis de bouteilles de vinaigre, n'hésitant pas à se solidariser avec les policiers, en leur offrant, à eux aussi du vinaigre pour frictionner leur visage.

La quête de liberté et de dignité représente une volonté profonde de dire : « J'existe aussi. Vous aviez l'air de l'avoir oublié ». C'est l'antithèse du mépris institutionnalisé depuis plus de 20 ans par un pouvoir inaudible, sourd aux attentes fortes d'une société asphyxiée, étouffée et fatiguée par tant de mensonges, de censures, de secrets, d'énigmes cachées à la société, pour se « battre » entre eux, pour le pouvoir et rien que pour le pouvoir. Tout ceci est encadré par un populisme pervers qui consiste à tenter de corrompre les personnes par la médiation de l'argent, des postes de travail prestigieux et de multiples autres privilèges en échange de leur silence.

Une triple instrumentalisation

Nous souhaitons rappeler rapidement une triple instrumentalisation déployée par le pouvoir, objet des contestations des manifestations des 22 et 28 février dernier. La « falsification de l'histoire » (Lazali, 2018) a permis de produire un roman national, montrant une Algérie florissante, où tout va pour le mieux, puisque le pouvoir administre de façon « héroïque » la société du « ventre » (logements, subventions des prix des produits de base : lait, café, sucre, etc.) pour obtenir la paix sociale. « L'appropriation idéologique du registre religieux » (Mebtoul, 2017) émettant en direction des mosquées, par la médiation des imams fonctionnaires, un message unique, le vendredi, jour de la grande prière, prônant l'immobilisme, la sagesse et l'obéissance comme qualités premières pour être un « bon Algérien ». Le président algérien a été comparé au prophète par le responsable du Front de Libération Nationale. Le

culte de la personnalité rappelle de bien mauvais souvenirs, pour qu'il soit de nouveau réhabilité en 2019, dans une forme de sacralisation aliénante, primaire et sans aucune retenue. Enfin, l'instrumentalisation des peurs, il s'agit de faire peur à la population en affirmant par la voix du Premier ministre algérien qu'en Syrie, la population a aussi commencé par offrir des fleurs aux soldats, pour se retrouver dans un cycle de violences guerrières sans pareil.

La répression mobilisée par le pouvoir (arrestation de journalistes, refus d'attribuer des salles aux partis d'opposition pour tenir leurs meetings, le chantage à la publicité, en l'octroyant aux responsables des médias sous tutelle), est une arme de dissuasion contre toute expression libre et autonome. Le pouvoir des mots est aussi violent ; dans le but de faire régner l'ordre on parle d'« anarchie », de « désordre », usant du terme en arabe plus significatif : la *fitna*, qui s'oppose à la sagesse. Pour prévenir tout changement social et politique, le pouvoir met l'accent sur les bienfaits de la « stabilité », de la « paix sociale », de la « continuité », du *statu quo* (Mebtoul, 2018), qui sont l'œuvre d'une seule personne, « son excellence » le président de la république, vénéré dans les médias étatiques comme un personnage « hors du commun ».

Cette mise en perspective permet de mieux comprendre le discours radical des différentes catégories sociales à l'égard du pouvoir. La société algérienne montre que l'histoire des populations, celles d'en bas, quelles que soient les différentes manipulations-coercitions des différents pouvoirs, peut se mettre à contre-courant, dans un mouvement inverse à celui, imposé de façon autoritaire par les différents pouvoirs qui se sont succédé depuis le 5 juillet 1962, date de l'indépendance politique algérienne. Il y a bien eu dans l'histoire d'en bas, une rancune enfouie et profonde à l'égard des pouvoirs, qui ressurgit en permanence, par l'expression de chants critiques et de contre-violences, en particulier dans les stades de football. Il nous semble donc difficile d'évoquer un mouvement social spontané, (celui du 22 février 2019), si l'on prend en considération toutes ces pratiques quotidiennes des jeunes peu

écoutés (Mebtoul, 2005) qui ont, depuis des décennies, dévoilé l'autoritarisme du pouvoir.

Ce que la population nomme la *hogra*, qu'il est possible de traduire par un sentiment d'humiliation et d'injustice (Mebtoul, 1997), structure les rapports de domination dans la société algérienne. Il représente une dimension forte et récurrente qui a pesé lourdement dans la mise en branle publique des manifestations. N'oublions pas que celles-ci ont aussi concerné les étudiants de la plupart des universités algériennes, qui ont marché ensemble dans l'espace public, le mardi 26 février 2019 et le dimanche 3 mars 2019.

La grande majorité des manifestants (plus de 800 000 à Alger, le vendredi 28 février 2019) était composée en majorité de jeunes de conditions sociales diversifiées de sexe masculin, et une minorité de femmes qui semble davantage représenter l'élite sociale et intellectuelle. Ce qui est frappant, c'est que les villes du Sud de l'Algérie (Ghardaïa, Ouargla, etc.), acquises de façon traditionnelle au parti du pouvoir, en l'occurrence le Front de Libération Nationale, ont manifesté en nombre et de façon très disciplinée dans l'espace public. L'esprit communautaire fortement ancré, en particulier dans la ville de Ghardaïa, a été de manière impressionnante réactivé contre le pouvoir.

Ceci n'est pas un épiphénomène. Pour la majorité de la population, les mêmes slogans se répètent : « Non, au cinquième mandat de Bouteflika » ; « Rupture totale avec le système politique ». Des slogans plus radicaux repris davantage par les jeunes de conditions sociales diversifiées, indiquent l'éclosion de la colère censurée pendant de longues années : « Pouvoir assassin, Pouvoir assassin ». L'expression « Y en a marre, Y en a marre » a aussi fusé très fortement parmi les manifestants. Ils ont crié leur rage à l'égard des affinités familiales et régionales qui sont partie prenante du fonctionnement du pouvoir depuis vingt ans : « Non à Bouteflika et à Saïd » (Saïd est le frère du président et son conseiller principal).

Quelques portraits ont été réalisés rapidement parmi ceux qui ont manifesté durant les deux vendredis historiques. Ali, 32 ans,

administrateur dans un hôpital, indique la dimension patriotique dans sa décision d'aller manifester le vendredi 28 février 2019 : « Après tout, c'est aussi mon pays. J'ai le devoir de rejoindre les autres à la manifestation ». Un autre jeune de 30 ans, commerçant, très politisé, indique froidement que sa motivation première : « C'est d'en finir avec ce système corrompu ». D'autres ont affirmé clairement que l'amour du pays est plus fort parmi la population que les tenants du pouvoir : « En manifestant, je montre que j'aime davantage mon pays que ceux qui l'ont pillé » (chômeur, 26 ans). Le civisme populaire a été une notion forte révélée au cours des manifestations, *a contrario* de l'incivisme et la violence politique, deux catégories centrales au centre des pratiques politiques dominantes. Les manifestants n'ont pas cessé de mettre l'accent sur le caractère pacifique de leurs revendications politiques centrées sur le changement radical du fonctionnement du politique.

Conclusion

Le pouvoir *oublie*, enfermé dans sa bulle, protégé de toutes parts, par des milliers d'agents à son service, que la jouissance matérielle et symbolique de son autorité acquise depuis 1962 par la force, peut à tout moment s'effriter de façon inattendue et imprévisible. Il aura fallu attendre l'épisode monstrueux, honteux et triste du cinquième mandat décidé par certains acteurs politiques, pour que le cri de colère et de rage de la population, puisse enfin se faire entendre dans l'espace public. Celui-ci est enfin, depuis le match de football contre l'Égypte en 2009, un lieu approprié librement et de belle façon par des milliers de personnes. Elles ont surgi comme un collectif uni et solidaire pour dire avec détermination leur refus du cinquième mandat fabriqué dans les coulisses d'un pouvoir secret. Il n'a pas pensé que la société qui est loin d'être une « cruche vide », pourrait se mettre en mouvement pour le remettre en question. Le pouvoir *a oublié* que la dignité des personnes ne s'achète pas. Le peu d'honneur qui lui reste devrait le conduire à respecter les messages forts et puissants de la majorité de la population.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

LAZALI K., 2018. *Le trauma colonial, Enquête sur les effets psychiques et politiques de l'offense coloniale*. Alger, Koukou.

MEBTOUL M., 1997. « La "hogra" au quotidien », *Confluences Algérie*, 1 : 43-56.

MEBTOUL M., 2005. *Récits de vie des jeunes : études, chômage, famille, santé et sexualité*. Oran, GRAS.

MEBTOUL M., SELIM M., 2017. « L'État, c'est l'autre », *Chimère*, 90 : 231-238.

MEBTOUL M., 2018. *Algérie : La citoyenneté impossible ?* Alger, Koukou.

* * *